VILLE DE Château la Vallière

A compléter uniquement pour les nouvelles familles ou pour un changement de RIB

ENFANT(S) CONCERNÉ(S) :

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA
REFERENCE UNIQUE DU MANDAT :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez La Mairie de Château La Vallière à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de La Mairie de Château La Vallière. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

NOM, PRENOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

CP : _____ Ville : _____

Pays : _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

␣ ␣

IBAN- Numéro d'identification international du compte bancaire

␣ ␣ ␣ ␣ ␣ ␣ ␣ ␣ ␣ ␣ ␣

BIC – Code international d'identification de votre banque

Nom du tiers débiteur _____

Type de paiement : - Paiement récurrent/répétitif - ~~Paiement ponctuel~~

Désignation du créancier :
Mairie de Château La Vallière
6 Rue Lezay Marnésia 37330 Château La Vallière

Identifiant créancier SEPA :

FR38CAN8549A0

Fait à _____
Le _____
Signature du bénéficiaire débiteur :

NE PAS OUBLIER DE JOINDRE UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par La Mairie de Château La Vallière. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec La Mairie de Château La Vallière.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.